



Paris le 2 août 2005

Communiqué

## **Villepin pressé de compresser les droits des salariés.**

En accélérant la mise en place du Contrat Nouvelle Embauche (CNE), le Premier ministre donne un signe fort de sa nouvelle politique de l'emploi: une précarisation accrue pour des milliers de salariés.

L'adoption des ordonnances et leur mise en place pendant l'été sont le signe d'un gouvernement pressé d'installer une politique de l'emploi ultra-libérale en profitant de la pause estivale.

Ce CNE, véritable aubaine pour le patronat, est une catastrophe pour tous ceux qui vivent déjà dans une situation précaire. En effet, au delà de l'instabilité sur le marché du travail qu'offre ce contrat, la précarité sociale qu'il entraîne sera fortement multipliée.

Les conséquences sociales en matière de logement, pour accéder à des produits bancaires ou tout simplement pour vivre correctement seront dégradées encore plus qu'elles ne le sont actuellement.

Dominique de Villepin peut partir l'esprit tranquille en vacances certain d'avoir fait son devoir pour la nouvelle présidente du Medef qui se félicite de ces mesures "pour l'emploi".

La compression des droits des salariés continue; la mobilisation pour faire sauter cette soupape libérale est la seule réponse à apporter.

L'Union syndicale Solidaires se félicite des appels à préparer une rentrée sociale forte. Elle appelle à nouveau à mobiliser amplement dans l'unité.

Le Premier ministre s'était donné cent jours; sa période d'essai ne peut être renouvelée.

**UNION SYNDICALE SOLIDAIRES**  
**93 BIS RUE DE MONTREUIL 75011 PARIS**  
**TEL: 01 58 39 30 20 FAX:01 43 67 62 14**  
**CONTACT@SOLIDAIRES.ORG WWW.SOLIDAIRES.ORG**